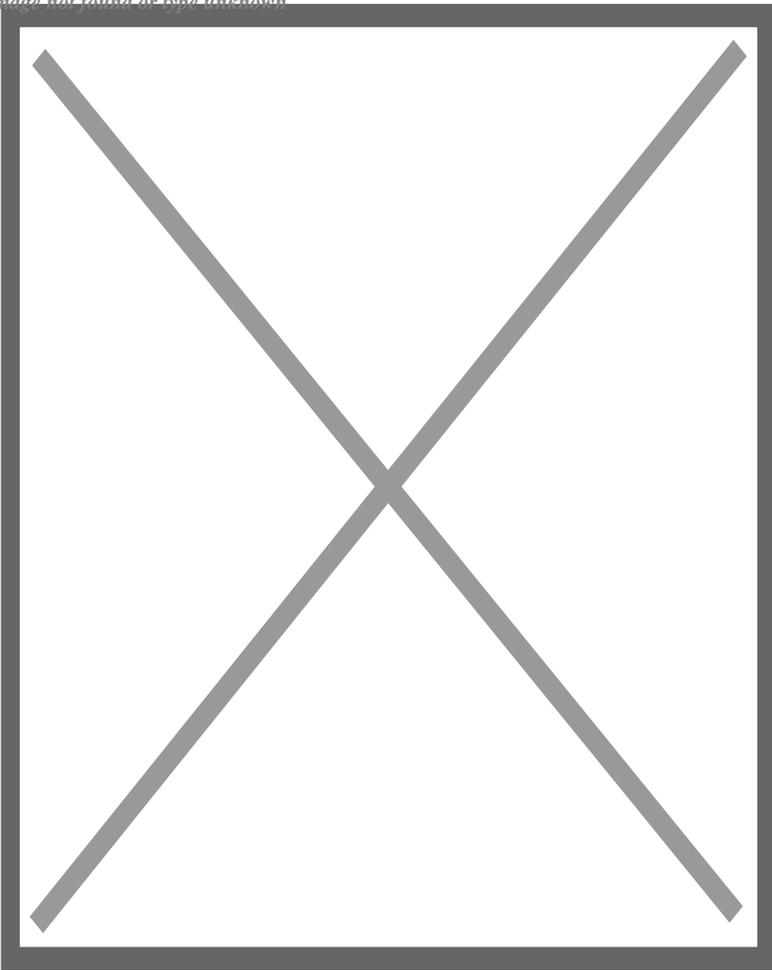


Cuba dénonce l'acharnement politique du gouvernement des États-Unis

Image not found or type unknown



La Havane, 5 janvier (RHC)- Le ministre cubain des affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a dénoncé l'acharnement politique du gouvernement des États-Unis sur notre pays, en particulier du Secrétaire d'État Mike Pompeo, ces quatre dernières années.

Sur son compte tweeter, le ministre cubain des Affaires étrangères a signalé que durant la dernière période Washington a renforcé son hostilité contre l'île afin de punir la population et de lui faire endurer des souffrances, « quelque chose que nous, Cubains nous n'oublierons pas ».

Des autorités de notre pays ont de nouveau relevé que le siège économique, commercial et financier nord-américain est le principal obstacle pour l'application du Plan National de Développement Économique et Social, de l'Agenda 2030 et pour atteindre leurs objectifs dans notre pays.

Selon le plus récent rapport présenté par Cuba aux Nations Unies, entre avril et mars 2010, le blocus étasunien a causé des dégâts de près de 160 millions 260 mille 880 dollars dans le secteur de la santé, l'un des plus touchés par cette politique.

Les conséquences s'avèrent plus cruelles dans le contexte de la lutte contre le Covid-19, marquée par une pression supplémentaire pour le système national de santé publique, à cause des obstacles dressés à l'achat de matériaux, d'équipements et d'autres produits pour sauver des vies.

Les nombreuses réglementations et dispositions émises pendant la dernière période ont atteint des niveaux d'hostilité sans précédents pour l'île.

Parmi d'autres il faut citer la possibilité de présenter des plaintes en vertu de l'article III de la Loi Helms-Burton, l'augmentation de la traque des transactions financières et commerciales de Cuba et la campagne de discrédit contre les programmes de coopération médicale cubaine.

Le document fait état aussi de l'imposition de 90 mesures économiques coercitives contre la plus grande des Antilles et des sanctions illégitimes contre 27 compagnies, 54 bateaux et trois personnes liées au secteur commercial.

12 entités nord-américaines et d'autres pays ont été frappés de sanctions pour avoir violé les réglementations de l'Office de Contrôle des Actifs Étrangers, ont été pénalisées. Les amendes ont dépassé les 2 milliards 400 millions de dollars.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/243770-cuba-denonce-lacharnement-politique-du-gouvernement-des-etats-unis>



Radio Habana Cuba